

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de Crozon

Dossier-n° DP 029 042 24 00079

Date de dépôt: 10/04/2024

Demandeur(s) : Madame Camille BAHUON

Pour : Modification de façade par la création de deux ouvertures

Adresse des travaux : 18 BD DE PRALOGNAN LA VANOISE
29160 CROZON

Le maire de Crozon

à

Madame Camille BAHUON

18Boulevard Pralognan la Vanoise

29160 CROZON

Dossier suivi par :
Claire DENIS
urbanisme@crozon.bzh
02.98.27.10.28

OBJET : Classement sans suite

Madame,

Vous avez déposé le 10/04/2024 à la mairie de Crozon une demande de Déclaration préalable -
Constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis sous les références portées dans
le cadre ci-dessus.

Par un courriel du 02/05/2024, vous venez de me faire savoir que vous abandonnez votre projet, j'ai donc
l'honneur de vous confirmer que conformément à votre souhait, votre demande est classée **SANS SUITE**.

En conséquence, vous trouverez en retour sous ce pli votre dossier de demande d'autorisation.

Je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de ma considération distinguée.



Le maire de Crozon

L'Adjoint délégué

François-Xavier DEFLOU

06 MAI 2024

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. (**Tribunal administratif, 3 Contour de la Motte, 35044 RENNES**).

Vous pouvez également saisir d'un recours administratif l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.